



CSEC du 21 et 22 octobre 2025

Consultation sur la politique sociale

LA CFE-CGC MÉTIERS DE L'EMPLOI VOTE **CONTRE !**

« Vive la sociale ! » Paul Bert

En 2025, un optimisme de façade déconnecté des réalités !

La CFE-CGC dénonce une incohérence majeure entre, d'un côté, le discours optimiste et volontariste tenu dans la *note politique sociale 2024* et, de l'autre, les faits observables sur le terrain ainsi que dans les chiffres du *bilan social 2024*. La Direction vante une « dynamique de transformation réussie », une « modernisation au service de l'humain » et une « amélioration continue de la qualité de vie au travail ». Or, **ces déclarations contrastent fortement avec la réalité vécue par les agents** et les constats des instances représentatives.

❖ Le paradoxe de la “performance sociale” : un trompe-l'œil, un hiatus entre la façade et le terrain

La note politique sociale 2024 met en avant une politique « équilibrée entre performance opérationnelle et performance sociale ». Il est vrai que la répartition des effectifs apparaît équilibrée sur le papier : **77 % des agents sont dédiés à la relation de service**, 12 % aux fonctions supports et 10 % au management. Cet équilibre témoigne d'une organisation tournée vers la mission de service public.

Mais **c'est justement ce constat qui interroge** : pourquoi, dans une situation jugée équilibrée par la Direction elle-même, mettre en œuvre un **plan d'efficience** entraînant des redéploiements massifs d'effectifs et une hausse de la charge de travail si ce n'est pour obéir aux diktats d'une logique uniquement budgétaire et financière ? Ce choix revient à déstabiliser une organisation fonctionnelle au nom d'objectifs de productivité non démontrés.

L'équilibre vanté par la Direction devient donc un **déséquilibre structurel** au détriment de la santé des agents et de la qualité de service rendue aux usagers. N'oublions jamais que nous sommes un Service public social !

❖ Le paradoxe du “plan d'efficience” : l'humain asservi au profit de la comptabilité

La Direction générale affirme que le plan d'efficience « permettra de réaliser les ambitions de la LPE tout en recentrant l'action sur l'humain ». Or, la version présentée au CSEC du 25 août 2025 ne mentionne quasiment plus cette dimension humaine. Coûte que coûte, **3 700 ETP vont être redéployés d'ici 2027**, dont **600 issus des fonctions supports**, pour un objectif de réduction budgétaire. Cela a été rappelé par la Direction lors du dernier « En direct avec les managers » du 15 octobre 2025.

Pourtant, aucune méthodologie claire n'est fournie pour mesurer l'impact de ces transferts. Dans les faits, le cabinet d'expertise DEGEST relève que la **méthodologie d'évaluation des gains de productivité n'est pas fiable** et ne permet pas de confirmer une réduction réelle du temps de travail des agents.

Cette “efficience” devient donc un **leurre de performance**, où la logique budgétaire supplante la logique de service public. Et pourtant, il faut mettre et remettre inlassablement l’humain au centre de toutes nos actions !

❖ **Le paradoxe de l’innovation technologique : l’IA censée libérer du temps... qui complexifie les métiers**

La Direction communique sur l’introduction d’outils numériques et d’IA censés “faciliter le travail des conseillers”. Or, la technique mal maîtrisée peut s’avérer être, en bon exemple du « Gestell » heideggérien, une menace insidieuse quasi existentielle y compris pour notre institution. Il est temps de repenser la technique, de revenir à une conception plus originaire, celle où la technique, telle la « techné » grecque est une manière de révéler et de respecter l’essence des choses ainsi que celle de nos missions.

L’automatisation, censée libérer les conseillers, a surtout généré une **complexification des tâches**, nécessitant de nouvelles compétences sans que les moyens de formation ne suivent. Le bilan social montre par exemple que, sur la filière “relation de service”, les **heures de formation ont baissé de 7 %** entre 2023 et 2024, alors qu’elles ont **augmenté de 35 % pour les fonctions supports**.

Une orientation paradoxale à l’heure où la Direction affiche sa volonté de réallouer ces mêmes fonctions supports vers le réseau.

❖ **Le paradoxe de la “qualité de vie au travail” : discours apaisant, mal-être croissant**

La note politique sociale évoque un « engagement fort en faveur du bien-être et de la qualité de vie au travail ». Pourtant, le rapport social révèle pour agents de statut privé : une **hausse des absences pour maladie** entre 2023 et 2024, une **augmentation de 33,5 % des accidents du travail et de trajet** et une **faible mobilité interne**, signe d’un climat social figé.

Dans le même temps, les témoignages recueillis par la CFE-CGC décrivent une réalité beaucoup plus sombre : *“perte de sens, désorganisation, sentiment d’épuisement face à des réorganisations incessantes”*.

Le contraste entre ces données et le ton triomphant de la note politique sociale illustre une **déconnexion croissante entre le siège et le terrain**.

❖ **Un optimisme contredit par la réalité budgétaire**

Enfin, l’optimisme affiché par la Direction s’inscrit dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint et anémique. L’annonce d’une réduction de **2,5 milliards d’euros sur l’emploi et la formation** et la **suppression de 515 ETP** pour France Travail contredit frontalement le discours de “consolidation sociale” tenu de politique sociale de France Travail qui se trouve donc **piégée entre ambition et austérité**. Or, depuis Lénine, on sait que « les faits sont têtus » !

La CFE-CGC ne peut cautionner une politique qui entretient le double discours d’un **optimisme institutionnel** pour les bilans et d’une **détérioration concrète** du travail des agents et des managers au quotidien. A la CFE-CGC, nous faisons nôtre la pensée de Jean Jaurès, « le courage, c’est de chercher la vérité et de la dire ». Nous le réaffirmons donc avec force : les anathèmes contre France travail, contre ses agents et contre son management doivent cesser !

C’est pourquoi nous invitons la Direction générale à une **refondation du dialogue social**, intégrant réellement les retours du terrain et rééquilibrant les priorités entre performance budgétaire et qualité de vie au travail. Il est temps de réenchanter l’avenir de France Travail !

La CFE-CGC vote CONTRE cette politique sociale !